

ASSEMBLÉE NATIONALE

30 janvier 2026

VISANT À REJETER LE PROJET D'ACCORD SUR LES DROITS DE DOUANE ET LE
COMMERCE DU 27 JUILLET 2025 ENTRE L'UNION EUROPÉENNE ET LES ETATS-UNIS -
(N° 2072)

Commission	
Gouvernement	

Rejeté

N° 7

AMENDEMENT

présenté par

M. Cadalen, Mme Abomangoli, M. Alexandre, M. Amard, Mme Amiot, Mme Amrani, M. Arenas,
M. Arnault, Mme Belouassa-Cherifi, M. Bernalicis, M. Bex, M. Bilongo, M. Bompard,
M. Boumertit, M. Boyard, M. Caron, M. Carrière, Mme Cathala, M. Cernon, Mme Chikirou,
M. Clouet, M. Coquerel, M. Coulomme, M. Delogu, M. Diouara, Mme Dufour, Mme Erodi,
Mme Feld, M. Fernandes, Mme Ferrer, M. Gaillard, Mme Guetté, M. Guiraud, Mme Hamdane,
Mme Hignet, M. Kerbrat, M. Lachaud, M. Lahmar, M. Laisney, M. Le Coq, M. Le Gall,
Mme Leboucher, M. Legavre, Mme Legrain, Mme Lejeune, Mme Lepvraud, M. Léaument,
Mme Élisabeth Martin, M. Maudet, Mme Maximi, Mme Mesmeur, Mme Manon Meunier, M. Nilor,
Mme Nosbé, Mme Obono, Mme Oziol, Mme Panot, M. Pilato, M. Piquemal, M. Portes,
M. Prud'homme, M. Ratenon, M. Saint-Martin, M. Saintoul, Mme Soudais, Mme Stambach-
Terrenoir, M. Aurélien Taché, Mme Taurinya, M. Tavel, Mme Trouvé et M. Vannier

ARTICLE UNIQUE

Après l'alinéa 30, insérer l'alinéa suivant :

« Considérant que les États-Unis ne peuvent plus être considérés comme un allié de la France et de l'Union européenne ; ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Par cet amendement le groupe la France insoumise souhaite ajouter l'alinéa suivant aux considérants de cette PPRE : "Considérant que les Etats-Unis ne peuvent plus être considérés comme un allié de la France et de l'Union européenne".

Cet accord commercial représente une véritable capitulation européenne. Après avoir sacrifié l'agriculture européenne sur l'autel du libre-échange avec l'accord avec le Mercosur et proposé un budget 2028-2034 centré sur l'économie de guerre et la casse des politiques de cohésion, Ursula

von der Leyen franchi une nouvelle étape dans la vassalisation de l'Union européenne face aux Etats-Unis. Tout est cédé à Trump, sans contrepartie tangible, au mépris de l'intérêt des Européens et de la prétendue « souveraineté » que Bruxelles brandit à chaque discours.

Avec cet accord, l'Union européenne maintient la dépendance structurelle de son économie au marché étatsunien. Ceci a pour conséquence directe de laisser la porte ouverte à une nouvelle offensive commerciale étatsunienne. C'est justement ce qui s'est passé en janvier 2026, lorsque M. Trump a menacé plusieurs Etats membres, dont la France, de leur imposer 10% de droits de douane supplémentaires tant qu'un accord n'aura pas été trouvé en vue d'un « achat total et complet » du Groenland.

Un pays qui déclare la guerre commerciale à ses alliés les plus proches, qui leur impose un accord commercial de vassalisation, qui menace de s'emparer illégalement d'un territoire de l'un des pays concernés et qui menace ensuite d'imposer davantage de droit de douane pour forcer l'acquisition de ce territoire, ne peut plus être considéré comme un allié. Les dirigeants européens doivent sortir de leur déni. Les Etats-Unis d'Amérique ne peuvent plus être considérés comme un allié de la France et de l'Union européenne.